

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Sécurité alimentaire

La SFI décaisse 35 millions de dollars en faveur de l'Afrique subsaharienne

La Société financière internationale (SFI) et l'entreprise nigériane Jubaili Agrotec ont annoncé un partenariat ... • (Page 10)

Surendettement de l'Afrique

Tous les yeux rivés sur la communauté internationale

La communauté internationale, en particulier les économies avancées et la Chine, doit sortir de l'impasse actuelle ... • (Page 11)

Rapport d'activités 2021 de l'ARCEP

• (Page 03) **Digitalisation de la douane**

Webb Fontaine et le Bénin signent la solution "Customs Webb"

En partenariat avec Webb Fontaine depuis plusieurs années, le Bénin vient de signer un contrat pour ... • (Page 02)

Premier semestre 2022

Le Groupe Ecobank réalise une bonne performance

Le Groupe Ecobank a annoncé aujourd'hui une forte performance au cours du premier ... • (Page 08)

Recommandations sur le Fadec

Bohicon, commune modèle en gestion

La Commune de Bohicon a reçu un satisfecit des experts de la Commission nationale des finances locales (Conafil). Pour avoir mis en œuvre en 2021 35 recommandations sur les 37 que la Conafil avait formulées en 2020 lors des ... • (Page 11)

Soutien aux pays membres

D'où vient l'argent du FMI ?

Le Fonds international monétaire (FMI) a récemment démystifié l'origine de l'argent qu'il prête à ses membres à de meilleures conditions – ou à des conditions non-concessionnelles ... • (Page 04)

Plus de 12 millions d'abonnés aux réseaux GSM au Bénin



Les Jeudis de l'investisseur/Procédures douanières

• (Page 10)

Le secteur privé entretenu sur l'enlèvement des marchandises et ses exigences



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Digitalisation de la douane béninoise

Webb Fontaine et le Bénin signent la solution "Customs Webb"

En partenariat avec Webb Fontaine depuis plusieurs années, le Bénin vient de signer un contrat pour la mise en œuvre d'un nouveau système douanier en remplacement de SYDONIA World.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Pour une administration douanière adaptée aux besoins des usagers et facilitant les échanges commerciaux, le Bénin ne se donne pas de limites quant aux solutions innovantes. C'est dans cette logique que le gouvernement béninois a opté pour la solution « Customs Webb » comme nouveau système douanier, en remplacement de SYDONIA World. Rendu officiel le 26 juillet 2022 par "Webb Fontaine", un des principaux fournisseurs de solutions avancées et innovantes au service des gouvernements et de la douane, ce contrat, selon le communiqué de presse de « Webb Fontaine », s'inscrit dans « une approche entièrement intégrée du commerce, interconnectant toutes les principales plateformes commerciales telles que le guichet unique, le système communautaire portuaire, la solution de suivi électronique des marchandises, et maintenant, via Customs Webb, le système douanier. En tant qu'élément central et essentiel de l'environnement commercial, il est crucial et urgent pour les gouvernements d'exploiter des systèmes douaniers modernes et efficaces ». A en croire Alain Hinkati, Directeur Général des Douanes du Bénin, le nouveau système douanier rime avec les ambitions du Bénin en matière de facilitation du commerce. « Customs Webb, le système douanier de Webb Fontaine, basé sur l'intelligence arti-



• Le MEF Romuald Wadagni et Anicet Houngbo, DG Webb Fontaine Bénin

ficielle, a été choisi par le Bénin pour parachever l'entreprise de modernisation de la douane et optimiser l'environnement des échanges commerciaux. L'expertise métier de Webb Fontaine dans la fourniture de technologies de pointe et de solutions numériques en matière de digitalisation est un gage de succès. Avec ce nouveau système, la volonté des pouvoirs publics de faire du Bénin une plateforme exemplaire dans la simplification et la transparence des procédures de dédouanement, emprunte un tournant décisif. Dans le cadre d'un partenariat fécond avec toute la communauté industrielle, commerciale et logistique, la douane s'engage à accompagner tous les acteurs économiques », a-t-il expliqué. Heureux d'accompagner le Bénin dans cette aventure, « nous sommes honorés d'avoir été sélectionnés par les douanes béninoises pour un projet aussi impor-

tant. La longévité de notre partenariat est un véritable témoignage de l'engagement du Bénin en faveur de la numérisation et de la transformation de l'environnement du commerce », a précisé Samy Zayani, Directeur Commercial Webb Fontaine. Il poursuit en indiquant : « Customs Webb est un système puissant qui utilise la technologie de l'IA afin de numériser l'ensemble du processus de dédouanement. La mise en œuvre de Customs Webb constituera un énorme pas en avant dans la mission du Bénin, et les impacts positifs en seront ressentis par l'ensemble de la communauté commerciale ». Pour Webb Fontaine, un bilan réussi démontre sa capacité à utiliser la technologie pour faciliter les échanges, sécuriser les revenus et réduire les délais de dédouanement, tout en améliorant considérablement la bonne gouvernance commerciale.

AUX DECIDEURS...

La face cachée de Dubaï

Dubaï révèle son visage inhumain avec le scandale du siècle dénommé porta potty. Derrière les gratte-ciels, la beauté de Dubaï se trouvent des pratiques ahurissantes, avilissantes et incommodes au bon sens. Les femmes qui ont accepté de se chosifier mènent avec ou contre leur gré une vie paradoxale entre le jour et la nuit. En journée, elles roulent avec des hommes hyper riches, dans leurs yachts, voitures de luxe insolent. Elles volent dans leurs jets privés lorsque la lumière de la caméra clignote. Elles publient des images élégantes sur les réseaux sociaux à l'admiration des jeunes naïfs et crédules. Dubaï, c'est a priori une destination de rêve avec ses gratte-ciels imposants à l'architecture futuriste, ses hôtels princiers, ses vitrines bien achalandées, ses richissimes hommes d'affaires; de quoi faire tourner la tête dans cet eldorado du bling bling, des strass et paillettes. Mais, derrière ce visage apparemment paradisiaque, se cachent des plaisirs mondains d'une rare immoralité, qui dépasse tout entendement humain. L'affaire "Porta Potty" révèle que Dubaï, c'est le symbole de la tragédie d'un monde qui s'effondre; le monde à l'envers où on n'a que faire des valeurs, en se laissant téléguidé par ses instincts les plus grégaires et pervers, au nom du dieu-argent. Sinon comment comprendre que de jeunes filles, adeptes de la facilité, puissent livrer leur intimité aux chiens, aux chevaux, aux chameaux ? Pour des liasses de billets, on se livre à des relations contre-nature, à la zoophilie! Pour de l'argent, on est prêt à transformer sa bouche en fosse septique.

Dubaï Porta Potty est un véritable réseau de proxénètes qui convoient sur la capitale des Emirats, les femmes qui se font appelées des coachs, des influenceuses, des instagrameuses, des tiktokeuses, des Miss, bref celles qui, à travers des images publiées sur les réseaux sociaux, exhibent une vie de luxe ou ont tendance à vivre leurs rêves au-delà de leurs moyens. Et les fameux influenceurs ne sont pas exclus du lot. A Dubaï elles sont logées dans des hôtels de luxe, font leur déplacement en voitures de luxe, mangent dans des restaurants huppés, font des balades en mer sur des yachts, font du shopping dans des magasins de marque après avoir fait un voyage sur Air Emirates en Class business. Contrats à l'appui, elles repartent dans leur pays d'origine les poches pleines de dollars et de présents de toutes sortes. Tout ceci est beau. Mais le revers de la médaille est le traitement que ces riches princes du Qatar leur infligent jusqu'au déshonneur et à la perte de dignité. Elles s'enferment ainsi dans un cercle vicieux avec l'épée de Damoclès suspendue sur leur tête. Il est un secret de Polichinelle que dans les riches pays du Golfe, la race noire est chosifiée, les Asiatiques pauvres sont exploités comme des bêtes de somme, corvéables à merci.

Dans les pays du Golfe, comme beaucoup ne le savent pas, pour y séjourner, il faut avoir un parrain originaire du pays d'accueil qui répond de vous. Et ce parrain dispose d'un droit de vie et de mort sur vous. Il confisque passeport et biens du protégé qui devient son obligé à qui tous les sévices sont permis. Vous avez été sans doute horrifiés par les témoignages des Africaines qui sont passées à tabac, enchaînées, dormant à même le sol et dont certaines ont perdu la vie dans l'indifférence générale des autorités des pays d'accueil. Au Qatar la bêtise et l'inhumanité ont fait découvrir au monde que ces princes richissimes défèquent sur le corps des femmes, dans leurs bouches et leur font avaler ces saletés. Ils leur pissent dessus et dans la bouche et le summum les font coucher avec des chameaux, des chiens et leurs enfants de bas âge. Quelle horreur !

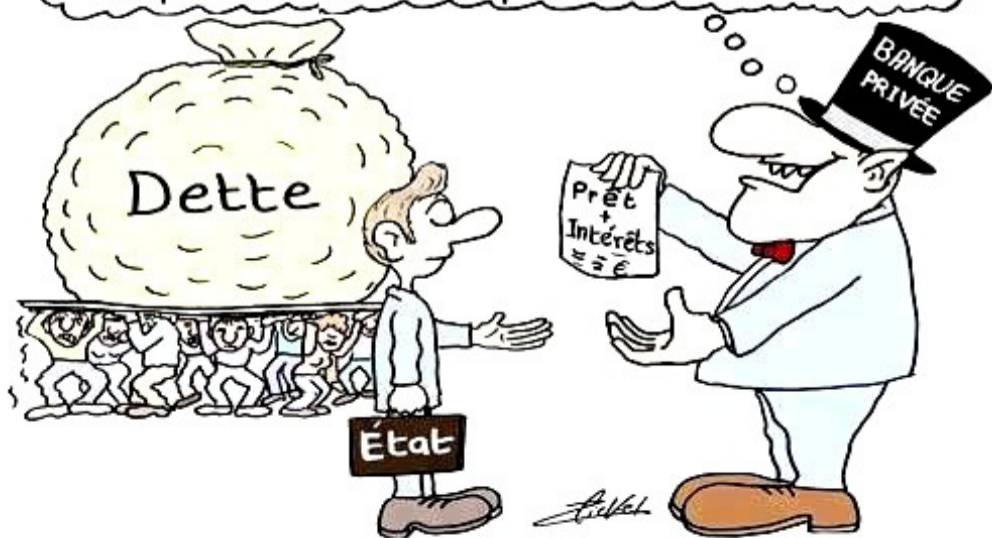
Ces monstres au visage humain croient en un Dieu qu'ils prient 5 fois par jour espérant un paradis dans lequel leur dieu créateur les comblera de grâces et de bénédictions. Comment un dieu dont on dit qu'il a créé tous les êtres humains sans distinction de races à son image, peut-il accorder le paradis et son amour à certaines de ces créatures qui agissent de la sorte contre d'autres de ses progénitures ? Selon Ruthy, une critique sociale a fait un compte-rendu détaillé de cette pratique. Dans la vidéo, elle explique comment certaines Ghanéennes et Nigériennes ont des relations sexuelles avec des lions domptés appartenant à certains de ces Arabes à Dubaï pour 30.000 dollars. Je perds mes sens !

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour

L'incroyable escroquerie

Je prête du virtuel pour récolter du réel.



Eco secret

BEAC : l'attachement validé de la Centrafrique à la monnaie unique de la CEMAC

Le Conseil d'Administration de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), réuni en session extraordinaire le 20 juillet 2022 à Douala, sous la présidence de Monsieur Hervé NDOBA, Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine, prend acte de l'attachement de la Centrafrique à la monnaie unique et aux statuts de la BEAC. "Après avoir examiné les implications de la loi régissant la cryptomonnaie en République Centrafricaine sur l'architecture réglementaire de la Communauté en matière monétaire et financière, le Conseil d'Administration a accueilli favorablement l'expression par la République Centrafricaine.

Rapport d'activités 2021 de l'ARCEP

Plus de 12 millions d'abonnés aux GSM au Bénin

Le marché de la téléphonie mobile au Bénin est en forte croissance. Selon le rapport d'activités 2021 de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (Arcep Bénin), le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile a atteint 12 731 782 clients en 2021 contre 11 140 891 clients en 2020 soit un accroissement de 14,27%.

• Abdul Wahab ADO

1 590 891 est le nombre d'abonnements supplémentaires à la téléphonie mobile entre 2020 et 2021 au Bénin. Le rapport d'activités 2021 de l'Autorité de régulation publié en juillet 2022 indique que le parc d'abonnés à la téléphonie mobile a atteint 12 731 782 clients en 2021 contre 11 140 891 clients en 2020 soit un accroissement de 14,27%. De ce résultat, le taux de pénétration du marché de la téléphonie mobile (Voix et SMS) est évalué à 101,80% au 31 décembre 2021. Toutefois, il est fortement influencé

par le phénomène de multi-SIM. Les dispositions réglementaires en cours en vue d'une optimisation de la gestion des ressources en numérotation permettront de réduire sensiblement le phénomène de multi-SIM et de corriger l'indicateur. A en croire le rapport d'activités 2021 du régulateur béninois des télécommunications, le marché de la téléphonie mobile est un marché très dynamique animé par les opérateurs SPACETEL BENIN et MOOV AFRICA BENIN. Donc, la dynamique concurrentielle de ce marché est traduite par l'évolution des parts de marché en valeur des deux



opérateurs. Cette dynamique du marché béninois des opérateurs GSM est la conséquence du volume de services produits sur les réseaux de communications électroniques mobiles ouverts au public mais aussi des actions de l'ARCEP, qui vise à faire du Bénin, une administration de référence et un levier de développement des marchés numériques et postaux. Il faut préciser qu'avec le nombre croissant d'abonnés, le

volume total du trafic voix mobile est évalué à 6,309 milliards de minutes d'appels voix en 2021 contre 5,8 milliards de minutes en 2020 soit une augmentation de 8,2%. Le volume de trafic SMS s'est accru de 12,9% passant de 477,515 millions de messages en 2020 à 539,348 millions de messages en 2021.

Quant au trafic Internet mobile, il maintient sa croissance exponentielle attei-

gnant le volume de 138,644 millions de Giga Octet en 2021 contre 92,158 Go en 2020, soit une croissance de 50,4% par rapport à 2020. Cette utilisation massive de l'Internet est la résultante de l'aboutissement progressif des projets de digitalisation des services publics engagés par l'Etat. Il est noté une forte concentration du marché mobile au niveau de l'opérateur SPACETEL BENIN qui réalise 70,9% de la

valeur du marché mobile en 2021 contre 29,1% de la valeur du marché par l'opérateur MOOV AFRICA BENIN. Par ailleurs, le taux de pénétration de l'Internet mobile est évalué à 67,36% au 31 décembre 2021. Celui du haut débit mobile est de 34,67% à la même période. Toutefois, des efforts restent à faire pour assurer à chaque béninois un accès à Internet haut et très haut débit. Il faut signaler que le parc Internet mobile au 31 décembre 2021 affiche un effectif de 8 424 296 abonnés. Il est noté une amélioration du nombre d'utilisateurs des technologies 3G et 4G. De 38,93% d'utilisateurs des technologies 3G/4G en 2020, cette proportion est passée à 51,47% en 2021 soit un gain de 12,54 points. Le rapport d'activités 2021 de l'ARCEP BENIN a rendu compte des réalisations de l'Autorité de régulation des Communications Electroniques et de la Poste sur la période marquant la fin de la mise en œuvre de son plan stratégique 2018-2021.



Sobriété énergétique

Après l'alimentaire, les grandes enseignes spécialisées s'engagent

La sobriété énergétique « fait tache d'huile » parmi les commerçants. Après les commerces alimentaires, de grandes enseignes de la distribution spécialisée, comme Décathlon, Ikea ou Fnac-Darty, vont rejoindre le protocole visant à diminuer la consommation énergétique des magasins, a annoncé lundi France Commerce. « Nous nous réjouissons de la mobilisation des grandes enseignes de la distribution, face à cet enjeu de sobriété énergétique et de réduction de notre consommation d'électricité », a déclaré dans un communiqué Jacques Creysse, le porte-parole de France Commerce, qui réunit des enseignes du commerce alimentaire et non-alimentaire. Les efforts de ces marques (Boulangier, Electro Dépôt, Brico Dépôt, Castorama, Décathlon, Fnac-Darty, Ikea, Leroy



Merlin) illustrent selon lui « le caractère responsable de (leur) secteur, engagé depuis longtemps pour réduire son impact environnemental ». « Je salue les annonces des grandes enseignes de la distribution spécialisée (bricolage, électroménager, ameublement...) pour

baisser la consommation électrique de leurs magasins », a réagi Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, dans une déclaration transmise à l'AFP. « En se mobilisant, les grands acteurs de la distribution permettront également aux plus petites

enseignes de s'inscrire dans ces efforts sans craindre de perdre en attractivité », a-t-elle ajouté, en rappelant l'objectif d'une baisse de 10 % de la consommation d'énergie nationale d'ici deux ans.

Extinction des enseignes

lumineuses, baisse de la température ambiante

Selon France Commerce, le protocole prévoit notamment l'extinction des enseignes lumineuses dès la fermeture du magasin, la réduction de l'intensité lumineuse à l'intérieur avant l'arrivée du public et même lorsqu'il est présent lors des périodes critiques de consommation, la baisse de la température ambiante des points de vente ou encore la coupure du renouvellement de l'air pendant la nuit. Le président Emmanuel Macron avait expliqué le 14 juillet que l'Etat préparait un « plan de sobriété » énergétique pour faire face au risque de pénurie liée à la guerre en Ukraine, appelant à « rentrer collectivement dans une logique de sobriété ».

Risque de pénurie d'approvisionnement

La semaine passée, la fédération Perifem, qui rassemble l'ensemble des acteurs de la distribution, avait exposé des « mesures communes et concrètes », annoncées à compter du 15 octobre mais sur lesquelles les professionnels travaillent dès à présent, pour faire face au « risque de pénuries d'approvisionnement électrique annoncées par le gouvernement pour cet hiver ». Des premières mesures avaient été actées par E.Leclerc, Carrefour, Système U, Les Mousquetaires Intermarché, Auchan, Casino, Franprix, Monoprix, Lidl ou encore Picard, et Perifem disait espérer que le protocole serve « de base à l'ensemble des fédérations du commerce et de la distribution pour la généralisation de ces mesures ».

20 minutes

Inflation, taux d'intérêt aux USA

La « Federal Reserve » met les pays pauvres en danger

Les efforts de la Federal Reserve » (la Banque centrale américaine) de combattre l'inflation galopante aux Etats-Unis en augmentant les taux d'intérêts pourraient provoquer l'alourdissement de la dette des pays pauvres et les feraient souffrir, a rapporté le « Washington Post » dans son édition de lundi.

● Issa SIKITI DA SILVA

Un nombre des pays à faible et intermédiaire revenu, surtout en Afrique, empruntent souvent des sommes colossales en dollars pour importer des produits de première nécessité qu'ils ne sont pas capables de produire, ou pour renforcer la crédibilité internationale de leurs réserves bancaires.

La plupart de ces pays, qui éprouvent déjà des difficultés financières pour avoir dépensé énormément d'argent pour lutter contre la pandémie de Covid-19, semblent se retrouver actuellement dans l'abysse à cause de l'invasion russe de l'Ukraine (hausse des denrées alimentaires et du carburant).

Selon les derniers chiffres, les prix aux États-Unis ont augmenté à un rythme effréné de 9,1% en juin, et cela devrait inquiéter les pays pauvres, car leur destin se trouve actuellement entre les mains de Janet L. Yellen, la Secrétaire américaine au Trésor, et son équipe.

« Un resserrement de la politique monétaire américaine aggraverait ces problèmes, car la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis peut faire grimper le coût du financement de la



dette pour les dizaines de pays à faible revenu qui empruntent en dollars », a souligné le Washington Post.

Restructuration problématique

Les pays qui vont souffrir le plus si les américains augmentent les taux d'intérêt pour freiner l'inflation sont ceux qui sont les plus endettés, et dont la restructuration de leur dette devient de plus en plus problématique.

Environ 60% des pays pauvres sont surendettés ou courent le risque de l'être, selon la Banque mondiale, qui précise qu'en Afrique subsaharienne par exemple, l'endettement a bondi de 27% du Produit intérieur brut (PIB) en moyenne.

« Avec le resserrement des conditions financières, le fardeau du service de la dette devient un lourd far-

deau - et pour certains pays, insupportable », a indiqué Kristalina Georgieva, la Directrice générale du Fond monétaire international (FMI) lors du dernier sommet de G20 à Bali (Indonésie).

Des signes de danger apparaissent dans de nombreuses régions du monde, martèle le Washington Post, qui ajoute que les chiffres inflationnistes du mois de juin devraient en principe pousser les autorités monétaires américaines à augmenter agressivement les taux d'intérêts pour contrer davantage l'inflation.

Lorsque la banque centrale américaine augmente le taux d'intérêt, le dollar devient plus cher par rapport aux autres devises. Cela rend le remboursement de la dette des pays emprunteurs plus coûteux.

Soutien aux pays membres en temps de crise

D'où vient l'argent du FMI ?

Le Fonds international monétaire (FMI) a récemment démystifié l'origine de l'argent qu'il prête à ses membres à de meilleures conditions – ou à des conditions non-concessionnelles.

● Issa SIKITI DA SILVA

Le FMI révèle que ses fonds proviennent de trois sources, à savoir le paiement des quotes-parts des pays, lesquelles sont complétées par les accords d'emprunt multilatéraux et bilatéraux – des ressources qui jouent un rôle essentiel dans le soutien aux pays membres en temps de crise.

Les quotes-parts sont les éléments constitutifs de la structure financière et de gouvernance du FMI. Le quota d'un pays membre individuel reflète largement sa position relative dans l'économie mondiale. Les quotes-parts sont libellées en droits de tirage spéciaux (DTS), l'unité de compte du FMI.

A en croire cette institution de Bretton Woods, ses ressources totales actuelles, qui s'élèvent à environ 977 milliards de DTS, se traduisent par une capacité de prêt d'environ 713 milliards de DTS (environ 1 000 milliards de dollars).

Les DTS sont un instrument monétaire international (XDR) créé par le FMI en 1969 pour compléter les réserves officielles existantes des pays membres. Leur valeur est basée sur un panier de cinq devises, à savoir le dollar américain, l'euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling. Détenir ce panier de devises majeures aide le FMI à gérer la volatilité



des taux de change d'une seule devise, et c'est pour cette raison que les pays ont également rattaché leur monnaie au XDR afin d'accroître la transparence, selon le Corporate Finance Institute.

« Les DTS sont alloués à chacun des pays membres du FMI. Le montant des DTS qui sont alloués à chaque pays est basé sur leurs quotes-parts individuelles au FMI. La quote-part est essentiellement l'engagement financier d'un pays envers le FMI et son pouvoir de vote », explique le Corporate Finance Institute.

Accords d'emprunt

Les Nouveaux accords d'emprunt (NAB) du FMI, deuxième ligne de défense après les quotes-parts, ont été récemment renforcés, souligne un communiqué de presse.

« En janvier 2020, le Conseil d'administration a approuvé une réforme du NAB qui comprenait un doublement de la taille du NAB et la fixation d'une

nouvelle période NAB jusqu'en 2025. Les créanciers ont depuis fourni les consentements nécessaires et cette réforme est entrée en vigueur comme prévu le 1er janvier 2021. Suite à l'entrée en vigueur de la réforme, 38 participants au NAB contribuent pour un montant total de 361 milliards de DTS (521 milliards de dollars) à l'enveloppe de ressources du Fonds », ajoute le communiqué.

Enfin, la troisième ligne de défense, formulée pour maintenir l'accès aux accords d'emprunt bilatéraux (BBA), a été mise en place pour remplacer les BBA 2016, arrivés à expiration fin 2020.

De nouveaux accords bilatéraux d'emprunt avec 42 créanciers pour un total de 138 milliards de DTS (195 milliards de dollars) sont entrés en vigueur. Les BBA 2020 ont une durée initiale de trois ans jusqu'à fin 2023 et peuvent être prolongés d'une année supplémentaire.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région

Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Emploi

Comment le télétravail est devenu indispensable pour attirer les jeunes travailleurs ?

Éviter les temps de trajet, faire la vaisselle en même temps que sa réunion, être libre de bosser au rythme que l'on veut... Pour la majorité des salariés, un peu de télétravail ici et là est une pratique incontestablement cool. Mais la donne est en train d'évoluer vers quelque chose de plus grand encore. Selon le rapport « People at Work 2022 : l'étude Workforce View »*, plus de la moitié (53 %) des 18-24 ans en France envisagerait de quitter leur entreprise si leur employeur leur imposait 100 % de présentiel. Et tous âges confondus, 36 % des répondants seraient prêts à claquer la porte s'il était impossible de télétravailler. En un peu plus de deux ans, depuis son avènement à marche forcée en mars 2020 avec le premier confinement lié au Covid-19, le télétravail est donc passé de la découverte pour de nombreux employés à un critère nécessaire pour embaucher un travailleur. Caroline Diard, enseignante-chercheuse en management des Ressources humaines et droit à l'ESC Amiens, s'est penchée sur cette évolution aussi extrême qu'express : « Le télétravail est devenu la norme, voire un pré-requis indispensable. En ce moment, avec la crise de recrutement dans plusieurs secteurs, les jeunes savent qu'ils sont plus à même d'imposer leurs conditions, et le télétravail en fait partie ». Marina, 23 ans qui a répondu à notre appel à témoignages, estime en effet qu'« il n'est plus question de travailler sur site cinq jours consécutifs. Le critère télétravail passe avant le critère salaire. »

A la recherche du temps perdu

Mais qu'est ce qui la séduit tant dans le fait de bosser chez elle ? La jeune femme a plusieurs arguments : « C'est un confort de vie, permettant de trouver un équilibre personnel. Je me sens également moins sous pression, je prends plus facilement le temps, là où en présentiel, je me dépêche de terminer pour partir à l'heure afin de faire toutes les tâches qui m'attendent à la maison... J'économise énormément en charge mentale et financièrement au niveau du trajet. » Amira, 23 ans, résume sobrement : « Le télétravail permet de gérer vie profes-



sionnelle et vie personnelle, et travailler seule est mieux pour ma part ».

Et voilà que Caroline Diard arrive avec une nouvelle vague d'atouts : « Le télétravail permet d'avoir moins de distraction de la part des collègues ou de la vie d'entreprise, et donc de mieux se concentrer sur les dossiers de fonds. En maximisant l'efficacité et en supprimant la durée dans les transports, il offre plus de temps aux loisirs ». Si elle ne jure ne pas vouloir « faire sa boomeuse », l'experte ne peut s'empêcher de constater : « Il y a moins d'importance accordée au travail chez les jeunes que pour les précédentes générations. Le gain de temps leur est donc d'autant plus important. »

Liberté-égalité-télétravailler

Pour Agnès Duroni, spécialiste des questions liées au futur du travail, « le coronavirus a brisé le plafond de verre du télétravail, offrant bien plus de liberté aux salariés. Et quand on a goûté à la liberté, c'est dur d'y renoncer. » Pour certains employeurs qui craignaient ce système comme le grand méchant loup, les confinements a prouvé que oui, les salariés – la plupart, en tout cas – travaillent correctement à distance.

Sophie Prunier-Poulmaire, maîtresse de conférences en psychologie du travail et ergonomie à l'Université Paris Nanterre, perce le mystère à l'envers : si le télétravail est devenu si indispensable à l'heure de postuler à un emploi, c'est avant tout parce que le présentiel a perdu de sa saveur. Notamment avec le flex-office, envisagée par 55 % des entreprises en 2021, selon une étude**. « Le salarié a perdu son territoire fixe, son espace spécifique, ses mêmes collègues et ses habitudes », note la chercheuse. Le télétravail aurait aussi tendance à s'auto-alimenter : « Plus il y a de

travailleurs restant à domicile, moins le présentiel offre d'intérêts et de valeur à ceux qui y vont, plus ces personnes sur place auront tendance à télétravailler », et cetera, et cetera.

Il faut sauver le soldat présentiel

Le présentiel dispose pourtant d'incontestables avantages : collectif, distinction plus marquée entre vie personnelle et travail, dialogue, échange et prise de conseil facilité... Des atouts qui, pour la plupart, diminuent avec la réduction d'effectifs liée au flex-office et... au télétravail. Conséquence pour Marc, 25 ans et travaillant dans l'informatique : le bureau ne semble plus présenter d'avantages face au domicile : « Tout ce que je fais en présentiel peut être fait à distance. Ça n'a donc aucun sens de perdre du temps dans les transports juste pour satisfaire l'occupation d'un bureau. Tout le monde y gagne : je travaille plus et mieux. Je suis moins stressé, et écologiquement, c'est juste une évidence ». la lecture ici. Un sentiment que développe Agnès Duroni : « Aujourd'hui, les jeunes ne veulent plus faire de présentisme. Il faut que la venue en entreprise ait un sens, une valeur ajoutée. Et le problème, c'est que le présentiel perd de son intérêt au fil des années, au lieu d'en gagner ».

Caroline Diard confirme ce désamour grandissant entre les jeunes et le présentiel : « Les entreprises doivent comprendre qu'aujourd'hui, le télétravail est une nécessité pour recruter, et qu'au même titre qu'un bas salaire, un 100 % présentiel est un critère de refus. » Même analyse chez Sophie Prunier-Poulmaire : « Il suffit de voir la crise du recrutement actuelle : restauration, hôtellerie, service... Que des métiers où le télétravail est impossible. On parle beaucoup de la question du revenu, mais cette absence joue aussi. »

20 Minutes

Niger

Une centrale électrique hybride sera mise en service sur la mine d'uranium Dasa d'ici 2023

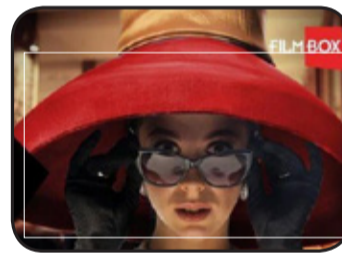
À Niger, les travaux de construction de la future mine d'uranium Dasa ont démarré cette année et des discussions sont en cours avec de potentiels acheteurs pour écouler la production. Le canadien Global Atomic qui pilote le projet, travaille désormais à sécuriser l'alimentation énergétique. La compagnie minière Global Atomic fait un pas de plus vers l'entrée en production de son projet d'uranium Dasa au Niger.



Elle a notamment confié à l'entreprise Enernet Global la mission de développer une solution électrique hybride pour assurer les besoins énergétiques de la future mine. Dans le détail, la centrale qui devrait être mise en service d'ici 2023, fournira 16 MW d'énergie solaire avec un système de stockage d'énergie par batterie de 15 MWh. Une centrale diesel de secours de 16 MW est également au programme. Ainsi, 35 % de l'énergie qui alimentera la mine proviendra de sources renouvelables et cela devrait réduire de 27 000 tonnes les émissions annuelles de carbone. « Nous nous sommes engagés à faire de Dasa le plus grand et le plus riche producteur d'uranium d'Afrique et Enernet nous aidera à devenir l'un des leaders de l'industrie minière en matière de faibles émissions », commente Stephen Roman, PDG de Global Atomic. Notons qu'Enernet a déjà entamé une étude d'ingénierie préliminaire qui comprend l'optimisation de la solution, la sélection des équipements, la conception préliminaire et la configuration de la connexion au réseau de Sonichar, l'entreprise publique nigérienne en charge de l'électricité. Elle devrait être achevée fin 2022 et permettre à Enernet de commencer la construction de la centrale, qu'elle devra entretenir une fois fonctionnelle, selon les termes de l'accord. Pour rappel, la première phase d'exploitation de la mine Dasa devrait débuter en mai 2023 et s'étendre sur 12 ans. La production annuelle moyenne attendue est de 4,8 millions de livres d'uranium sur les sept premières années.

Nigeria

L'opérateur télécoms Globacom ajoute 9 chaînes du batave SPI/FilmBox à son service de streaming



L'augmentation des abonnés africains aux services de streaming et de vidéo à la demande suscite de plus en plus d'intérêts. Les opérateurs télécoms essaient de se lancer dans le secteur. Etant également des fournisseurs d'accès internet, ils espèrent coupler leurs offres de connexion avec des offres de contenu audiovisuel. Au Nigeria, l'opérateur télécoms Globacom a ajouté 9 chaînes de la plateforme néerlandaise SPI/Film-

box à son service de streaming Glo TV. L'accord entre les deux parties a été annoncé cette semaine sans préciser les détails financiers de leur entente. « C'est formidable de rejoindre l'offre de Glo-TV qui a été bien accueillie au Nigeria, un marché clé pour nous et un territoire où je suis sûr que nos chaînes vont prospérer », a déclaré Georgina Twiss, directrice générale de SPI International pour l'Afrique. SPI International, qui appartient au groupe Canal+ depuis septembre 2021, permettra à Glo TV, disponible au Nigeria avec des abonnements allant de 0,35\$ à 7,52\$, d'améliorer son offre de contenu. L'accord offre également une meilleure exposition aux chaînes de SPI International sur un terrain qui pourrait intéresser le service. Malgré tout, il est peu probable que ces chaînes fassent l'objet, en Afrique, d'une offre de la marque SPI puisque Canal+, son propriétaire, a déjà des plans pour une plateforme de streaming ciblant le continent africain.

Multimedia

Les pays avec l'indice de bonheur le plus élevé en zone UEMOA pour 2021

Pour établir leur classement, les experts du WHR se basent sur le sondage Gallup qui permet d'évaluer la perception subjective du bonheur par des populations cibles dans différents pays. Ce sondage est croisé avec six indicateurs du bonheur, à savoir : le niveau du PIB par habitant, le soutien social, l'espérance de vie en bonne santé, la liberté, la générosité, et la corruption.

Pays les plus heureux de la zone UEMOA (2021)			
RANG UEMOA	PAYS	SCORE	RANG AFRIQUE
1	CÔTE D'IVOIRE	5,235	3 ^e
2	SÉNÉGAL	5,046	12 ^e
3	NIGER	5,003	13 ^e
4	BURKINA FASO	4,670	17 ^e
5	BÉNIN	4,623	18 ^e
6	MALI	4,479	24 ^e
7	TOGO	4,112	32 ^e

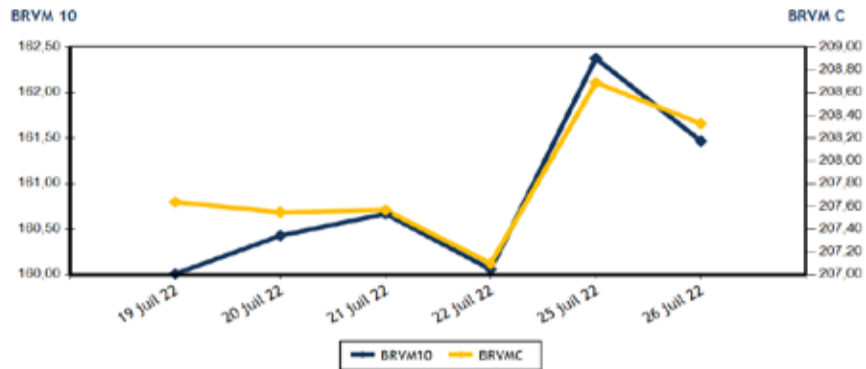
LA GUINÉE-BISSAU N'A PAS ÉTÉ CLASSÉE PAR MANQUE DE DONNÉES

SOURCE : WORLD HAPPINESS REPORT 2022

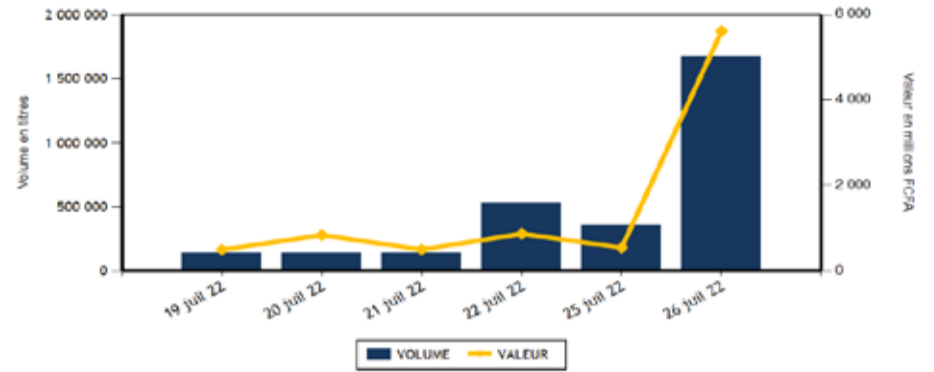
Ecofin du 26 Juillet 2022

BRVM 10 161,47	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 208,33
Variation Jour ↓ -0,56 %	N° 142 mardi 26 juillet 2022 Site : www.brvm.org	Variation Jour ↓ -0,17 %
Variation annuelle ↑ 5,19 %		Variation annuelle ↑ 2,99 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 271 163 950 486	-0,18 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 151 387	225,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	464 608 835	-6,38 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	28,57 %
Nombre de titres en baisse	16	14,29 %
Nombre de titres inchangés	15	-21,05 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 018 102 415 230	0,05 %
Volume échangé	522 472	11 572,74 %
Valeur transigée (FCFA)	5 150 550 407	11 405,62 %
Nombre de titres transigés	8	100,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 825	7,35 %	-28,99 %
CIE CI (CIEC)	2 305	3,36 %	21,64 %
SAPH CI (SPHC)	6 245	2,38 %	20,21 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 965	1,27 %	-3,56 %
SICABLE CI (CABC)	1 165	0,87 %	14,78 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	2 130	-7,39 %	-2,07 %
SICOR CI (SICC)	6 375	-6,87 %	24,51 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	850	-5,03 %	-1,16 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 270	-2,95 %	7,15 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 625	-1,52 %	-7,14 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,78	0,00 %	4,24 %	12 992	72 202 125	28,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,08	-0,25 %	6,07 %	20 127	117 395 860	9,41
BRVM - FINANCES	15	76,89	-0,44 %	-0,31 %	1 098 569	179 253 720	7,44
BRVM - TRANSPORT	2	444,33	7,20 %	-28,58 %	1 209	2 065 125	7,13
BRVM - AGRICULTURE	5	330,62	0,53 %	35,88 %	7 904	74 939 170	6,21
BRVM - DISTRIBUTION	7	372,01	-0,90 %	-8,69 %	9 887	17 912 580	28,05
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 462,15	-0,84 %	62,33 %	699	840 255	14,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,18	
Taux de rendement moyen du marché	6,60	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,09	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 195 389,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 598 308 504,27	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	59,41	
Ratio moyen de satisfaction	43,78	
Ratio moyen de tendance	73,69	
Ratio moyen de couverture	135,70	
Taux de rotation moyen du marché	0,11	
Prime de risque du marché	6,33	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dapokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgjifs@biic-financialservices.com
--	--	---	--	---	---

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Groupe Ecobank réalise une bonne performance au cours du premier semestre 2022 et augmente son résultat avant impôt de 24 %



- **Le résultat avant impôt augmente de 24 % pour atteindre 261 millions USD**
- **Le produit net bancaire, à 910 millions USD, progresse de 10 %**
- **Rendement des capitaux propres tangibles record de 19,5 %**
- **Le résultat par action grimpe de 24 % par rapport à l'an dernier**

Lomé, le 26 juillet 2022 – Le Groupe Ecobank a annoncé aujourd'hui une forte performance au cours du premier semestre 2022, avec un résultat avant impôt non audité en hausse de 24 % à 261 millions USD. Le Groupe a également fait part d'un rendement des capitaux propres tangibles record de 19,5 % et d'une augmentation du résultat par action pour les actionnaires de 24 % par rapport à l'année précédente. Malgré un environnement opérationnel difficile, marqué par une forte inflation, un affaiblissement des monnaies africaines et un ralentissement de la croissance économique, le produit net bancaire du Groupe a progressé de 10 % pour atteindre 910 millions USD.

Ces résultats démontrent le succès durable de nos objectifs d'expansion des revenus dans le cadre de notre stratégie de 'Dynamique d'exécution'. Ils témoignent, en outre, de l'efficacité du modèle d'exploitation diversifié de la Banque auprès de nos clients, axé sur notre approche stratégique de 'Production centralisée, Distribution locale'. Nos pôles d'activité de la Banque des Grandes Entreprises et d'Investissement, la Banque des Particuliers et la Banque Commerciale, ont augmenté leur résultat avant impôt de 33 %, 43 % et 15 %, respectivement. La performance de chacune de nos régions illustre également la solidité de notre présence panafricaine diversifiée. Le Nigeria, les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (UEMOA), les pays d'Afrique centrale, de l'Est et australe (CESA) et les marchés anglophones d'Afrique de l'Ouest (AWA) ont vu leur résultat avant impôt croître de 74 %, 42 %, 37 % et 8 %, respectivement.

Au cours du premier semestre de cette année, les activités économiques des clients ont poursuivi leur trajectoire de reprise post-pandémie. L'augmentation des marges sur l'achat et la vente de devises pour les clients et la hausse des volumes de paiements ont fait progresser nos revenus. Les activités de paiement ont bondi de 23 %, soit 22 millions USD, pour atteindre 119 millions USD (13 % des revenus du Groupe). L'acquisition d'un plus grand nombre de commerçants et l'utilisation accrue de nos cartes par les clients grâce aux actions promotionnelles de Ventes et de Marketing ont alimenté cette croissance. En outre, les clients continuent à nous faire confiance et à adopter nos plateformes numériques (Omni Plus, Omni Lite, Ecobank Online, Points Xpress) dans tous nos secteurs d'activité. En conséquence, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 3 % en une année, et la valeur des transactions numériques a grimpé de 10,5 milliards USD pour atteindre 39,1 milliards USD.

Ade Ayeyemi, directeur général du Groupe, a indiqué, à propos de cette solide performance semestrielle : « Nos résultats du premier semestre 2022 reflètent les avantages de la diversification de notre modèle opérationnel et de nos régions. Ils démontrent également notre résilience et notre capacité d'exécution au service de nos clients dans un environnement difficile, tout en générant des rendements adéquats pour nos actionnaires. »

Il a poursuivi : « Nos investissements dans la technologie et les capacités numériques sont modulables et ont réduit notre coût de service. Parallèlement à la croissance des revenus, nous avons atteint un coefficient d'exploitation record de 56,0 %. Nous avons augmenté les provisions pour dépréciation afin de refléter les risques de crédit accrus. Plus important encore, nous avons constitué de manière proactive des réserves centrales affectées aux provisions pour dépréciation de 206 millions USD, que nous pouvons utiliser si nécessaire dans un contexte de crédit difficile. Dans le même temps, notre bilan reste liquide et suffisamment capitalisé, ce qui nous permet de mieux servir nos clients. »

Au cours du premier semestre de cette année, le Groupe Ecobank, à travers son réseau panafricain, a remporté près de 20 prix décernés par des organismes de presse et des sociétés très respectés dans le secteur. Ceux-ci reflètent l'impact positif de nos services auprès de nos clients et des communautés, ancrés dans notre vision de contribuer au développement économique et à l'intégration financière de l'Afrique. De fait, il y a tout juste quelques jours, Euromoney a élu Ecobank, Meilleure banque d'Afrique, Meilleure banque digitale d'Afrique et Meilleure banque d'Afrique pour les PME lors de sa cérémonie de remise des prix 2022.

« Ces distinctions sont le fruit de notre passion pour le service aux clients et de nos investissements continus dans la technologie, la mise en place de processus et le personnel. Je suis extrêmement fier de mes collègues Ecobanquiers, et je tiens à les remercier pour leur travail remarquable et leur engagement. Comme toujours, nous travaillons pour réaliser notre vision et rester la banque de confiance pour l'Afrique et les amis de l'Afrique. », a conclu Ade Ayeyemi.

----FIN----

Contact médias

Christiane Bossom

Responsable de la Communication du Groupe

Email : groupcorporatecomms@ecobank.com

Tél : +228 22 21 03 03

À propos du Groupe Ecobank

Le Groupe Ecobank est le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Il emploie environ 13 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires – y compris numériques –, notamment les comptes bancaires et de dépôt, les prêts, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations de trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers, à savoir le Nigerian Stock Exchange à Lagos, le Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan. Pour de plus amples informations, prière de consulter www.ecobank.com

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
« Africa Expo 2022 »	15-17 Juillet 2022	Malaisie	(+603) 8077 0666 E-mail : hello@africa-xpo.com
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Exposition Internationale sur l'Agroalimentaire- MIACES 2022	26-28 Juillet 2022	Malaisie	Tél : + 601 628 322 91 E-mail : thana@myeventsinternational.com Web : www.myagricommodity.com
1 ^{ère} session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	https://www.uneca.org/events/upcoming-events
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Sécurité alimentaire

La SFI décaisse 35 millions de dollars en faveur de l'Afrique subsaharienne

La Société financière internationale (SFI) et l'entreprise nigérienne Jubaili Agrotec ont annoncé un partenariat ce mardi 26 juillet 2022. Cette coopération permettra à l'entreprise d'étendre son empreinte régionale et d'élargir l'accès des petits exploitants agricoles aux principaux intrants.

● **Félicienne HOUSSOU**

Jubaili Agrotec est un fabricant et distributeur de produits agrochimiques basé au Nigéria. L'entreprise s'associe à la SFI pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. L'objectif est d'augmenter l'accès des petits exploitants agricoles aux principaux intrants tels que les engrais utilisés pour protéger les cultures et augmenter la production alimentaire. Selon le communiqué publié par la SFI, le montage financier de 35 millions de dollars de la filiale de la Banque mondiale aidera Jubaili à étendre sa capacité de production au Nigeria, au Ghana, en Tanzanie et en Ouganda, contribuant ainsi à compenser la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de produits agrochimiques. « L'agricul-

ture est une partie importante de nombreuses économies africaines et notre partenariat avec IFC nous aidera à nous développer à travers l'Afrique pour atteindre des milliers d'agriculteurs, en les aidant à renforcer la résilience de leurs cultures », a déclaré Rajab Jubaili, directeur général de Jubaili Agrotec. Les agriculteurs utilisent des produits agrochimiques pour protéger les cultures contre les ravageurs et les maladies. Avec le soutien de la facilité en monnaie locale du guichet du secteur privé de l'Association internationale de développement, la SFI fournit 20 millions de dollars de financement en naira nigérien. "Notre partenariat avec Jubaili contribuera à améliorer la production alimentaire en Afrique subsaharienne à un moment où de nombreuses régions d'Afrique et du



monde sont confrontées à la hausse des prix des denrées alimentaires et à des pénuries alimentaires. La région dépend fortement des produits agrochimiques importés pour la protection des cultures. Ce partenariat améliorera la compétitivité de la production locale, renforçant ainsi la résilience agricole de l'Afrique », a déclaré Samuel Dzotefe, responsable de l'agroalimentaire et de la foresterie d'IFC en Afrique.

Le montage financier d'IFC sera accompagné de services de conseil pour aider Jubaili à intégrer des produits qui contribuent à l'adaptation au climat et à l'agriculture intelligente face au climat, tels que les équipements d'irrigation goutte à goutte. Le travail de conseil aidera également les petits exploitants agricoles à intégrer des techniques agricoles durables et à bénéficier d'une producti-

tivité et de revenus améliorés. Le soutien financier et consultatif d'IFC à Jubaili fait partie du travail plus large de l'organisation en Afrique pour soutenir les pratiques agricoles durables et développer des chaînes de valeur et des marchés régionaux qui soutiendront la sécurité alimentaire et la création d'emplois du continent.

À propos de Jubaili Agrotec

Fondé au Liban en 1944, Jubaili Agrotec est l'un des principaux importateurs, formulateurs, fabricants et distributeurs de produits agrochimiques en Afrique, dont plus de 130 produits de protection des cultures (PPC), aux agriculteurs, détaillants et autres acteurs de la chaîne

de valeur. Le portefeuille de produits comprend des produits de protection des cultures (c'est-à-dire des insecticides, des herbicides, des fongicides), des aliments pour animaux, des médicaments vétérinaires, des engrais, des pulvérisateurs et des semences. Il touche plus de 50 000 agriculteurs et compte plus de 100 dépôts de vente au détail. Le Groupe a élargi son empreinte géographique pour la distribution et la vente de ses produits au Ghana (2014), en Ouganda (2015), en Tanzanie (2016) et au Kenya (2017). En septembre 2021, le Groupe employait plus de 2 300 personnes dans cinq pays où il est implanté. Le Groupe dispose de filiales distinctes pour la distribution, la formulation/fabrication et l'approvisionnement dans différents pays.

Les Jeudis de l'investisseur/Procédures douanières

Le secteur privé entretenu sur l'enlèvement des marchandises et ses exigences

L'acte 3 de l'initiative « Les Jeudis de l'investisseur » de l'Agence de promotion des investissements et des exportations (Apiex) a eu lieu le lundi 25 juillet 2022 à Cotonou. Au menu, les procédures d'enlèvement des marchandises dans les grandes entreprises. C'était en présence d'acteurs à divers niveaux du secteur privé sous la houlette du DG Apiex, Laurent Gangbes appuyé par plusieurs autres directeurs d'agence et de structures publiques.

● **Bidosessi WANOU**

« Procédures d'enlèvement des marchandises dans les grandes unités douanières », c'est le thème sur lequel les investisseurs et différents acteurs du secteur privé ont été entretenus à la troisième édition des "Jeudis de l'investisseur". La présentation conduite par Issa Idrissou, Directeur de la législation et de la coopération à la Direction générale des douanes béninoises a permis aux participants d'avoir des précisions sur les démarches, les exigences et procédures en la matière. A l'ouverture, le directeur général de l'Apiex, Laurent Gangbes est revenu sur les raisons de cette initiative. « Notre objectif, c'est de faire en sorte que ce creuset soit le lieu où nous partageons un certain nombre de dispositions réglementaires, législatives et procédures. C'est également le lieu où nous pouvons faire des suggestions au gouvernement de manière à améliorer le cli-



mat de affaires dans notre pays ». Sachant que l'enlèvement des marchandises constitue un axe essentiel des activités économiques, l'Apiex a décidé à travers cette initiative de partager avec des participants, les procédures et exigences en la matière. C'est à cette tâche que s'est attelé le présentateur, le lieutenant-colonel Issa Idrissou, Directeur de la législation et de la coopération de la Direction générale des douanes. A l'occasion, il a détaillé les contours et prodigué une série de conseils aux investisseurs pour mener à bien l'enlèvement de leurs marchandises. Il a égale-

ment attiré leur attention sur la forme de collaboration qu'ils doivent développer avec les transitaires pour mieux s'en sortir et ne pas avoir des surprises désagréables. « Il a été question d'échanger sur les différentes étapes sur lesquelles il faut veiller pour éviter qu'une mauvaise déclaration lors de l'enlèvement de leurs marchandises ne leur cause de préjudice entraînant des paiements d'amende. On a parlé des formalités de déclaration anticipée, les marchandises concernées par l'Attestation de vérification documentaire (AVD) et celles qui ne le sont pas

afin qu'à chaque fois qu'ils remettent leurs dossiers aux Commissionnaires en douanes agréés, ils puissent eux-mêmes comprendre les détails autour de l'enlèvement attendu et les factures afférentes à chaque étape de l'opération », a confié le présentateur. Au terme de cette présentation, l'assistance a eu droit à un second exposé sur les dispositions incitatives et exonérations au profit des PME dans la loi des finances 2022. Une mesure importante qu'il faille vulgariser pour permettre aux PME d'en tirer le maximum de profit et également aux Banques de les accompagner avec plus de sérénité. Elle a porté sur l'article 12 de la loi 2022-16 du 23 décembre 2022 portant loi de finances pour la gestion 2022 au Bénin. Les conditions pour bénéficier des exonérations liées au PME d'une certaine catégorie, les dossiers à fournir pour bénéficier desdits avantages. Des présentations appréciées par les participants qui en ont salué la pertinence et l'intérêt. Pré-

sident du Conseil des investisseurs privés du Bénin, Roland Riboux témoigne : « C'est extrêmement intéressant. On apprend beaucoup de choses, ça diffuse l'ensemble des dispositions que les investisseurs doivent savoir et qui sont importantes au développement des affaires. J'ai participé à tous les épisodes du "Jeudis de l'investisseur". Cette fois-ci, le sujet c'était l'enlèvement des marchandises et c'est très pertinent car on a eu des réponses utiles aussi bien de Benin Control que du directeur de la législation et de la coopération de la douane. C'était important d'avoir ces infor-

mations-là, de comprendre comment ça se déroule. On est chef d'entreprise mais on n'est pas forcément au courant des détails liés à l'importation, l'enlèvement ce que ça représente, le rôle de transitaire et un certain nombre de fraudes qui appellent à de la prudence de notre part pour être sûr qu'on ne perdra pas des sous ». Il faut noter que la rencontre "Les Jeudis de l'investisseur" vise à partager les informations économiques avec le secteur privé sur le cadre légal, les dispositions en vigueur et ce que font les structures, le gouvernement pour accompagner les investisseurs.



Election des membres de la Chambre des Métiers de l'Artisanat

L'état des lieux dans le Borgou et l'Alibori

Les artisans béninois étaient aux urnes sur toute l'étendue du territoire national, dimanche 24 juillet, pour élire leurs représentants à la Chambre des Métiers de l'Artisanat. 80 membres répartis par département seront choisis pour défendre les intérêts des artisans béninois. C'est justement le constat fait dans les départements du Borgou et de l'Alibori où les électeurs ont bel et bien fait le déplacement afin de s'acquitter de leur devoir.

Les artisans du Borgou et de l'Alibori étaient nombreux à se rendre dans les bureaux de vote de leurs localités respectives. Couturiers, mécaniciens, tisserands et autres travailleurs, ils appartiennent à plusieurs branches ayant le droit de vote à ce scrutin. Un scrutin qui, selon le Superviseur Départemental du Borgou et de l'Alibori, Ousmaïla Abdoulaye Cissé, s'est très bien déroulé dans l'ensemble.

Au micro de Fraternité Fm, il dresse un premier bilan sur la participation des acteurs concernés à ce scrutin. « Dans l'ensemble du territoire national, tout s'est bien passé. Au niveau du Borgou et de l'Alibori, tout s'est bien passé également, sauf quelques ratés qu'il y a eu dans d'autres arrondissements. Sinon qu'au niveau de l'Alibori, pratiquement tous les bureaux de vote ont ouvert déjà à 07h00. C'est dans le Borgou, certains ont commencé après 07h, précisément à Parakou où des membres de bureau de vote étaient en retard », a-t-il indiqué.

Il relève également le



manque de communication au niveau des chefs d'arrondissement de Tchatchou ainsi que dans la commune de Tchaourou, qui n'ont pas très tôt reçu l'information. Quelques problèmes qui n'ont tout de même pas freiné le déroulement du scrutin sur l'ensemble de ces localités.

Par ailleurs, il déplore le faible taux de participation par endroits. Une situation due selon lui, aux travaux champêtres qui occupent grandement le temps de certains artisans. Il n'a manqué de remercier les chefs d'arrondissement qui n'ont ménagé aucun effort afin que les élections se

déroulent dans la quiétude. Quant aux tendances, les démarches sont en train d'être entreprises afin de les publier dans les plus brefs délais. « Par rapport aux tendances nous ne pouvons rien vous dire pour le moment. Les compilations continuent au niveau des arrondissements et les choses se passent très bien dans toutes les communes. Les résultats sont en train d'être compilés et d'ici les 72h qui vont suivre, les grandes tendances vont sortir », a assuré Ousmaïla Abdoulaye Cissé.

Mouhamed Bouhari SAÏDOU (Correspondant Borgou-Alibori)

Recommandations sur le Fadec

Bohicon, commune modèle en gestion

La Commune de Bohicon a reçu un satisfecit des experts de la Commission nationale des finances locales (Conafil). Pour avoir mis en œuvre en 2021 35 recommandations sur les 37 que la Conafil avait formulées en 2020 lors des audits Fadec, la Commune de Bohicon devient ainsi un bon élève de la gestion. C'est lors d'un atelier de restitution de l'audit blanc de Fonds d'appui au développement des Communes (Fadec) réalisé avec l'appui de la coopération allemande.



L'atelier de restitution de l'audit blanc du Fonds d'appui au développement des Communes (Fadec) réalisé avec l'appui de la coopération

allemande (Giz), a eu pour cadre la salle de conférence de la Mairie de Bohicon. L'objectif, a précisé le chef de la mission, est de préparer, à travers cet audit blanc

dont le but est d'améliorer les performances des Communes, l'audit du Fadec 2021. D'après ses propos, les Communes sont astreintes à mettre en application les recommandations issues de cet atelier. Il a poursuivi en indiquant que cette prouesse réalisée par Bohicon sous le leadership du maire Rufino d'Almeida ouvre de belles perspectives pour la Commune en ce qui concerne le classement en termes de performance.

Rock Amadji (Correspondant Zou-Collines)

Surendettement de l'Afrique

Tous les yeux rivés sur la communauté internationale

La communauté internationale, en particulier les économies avancées et la Chine, doit sortir de l'impasse actuelle et œuvrer à une solution à la crise de la dette qui permettra à tous les pays de répondre aux multiples crises auxquelles ils sont confrontés, a indiqué un expert de l'économie mondiale.

• Issa SIKITI DA SILVA

L'histoire de l'économie nous enseigne que retarder la résolution du surendettement coûte très cher aux pays débiteurs. En l'absence d'un mécanisme international approprié de restructuration de la dette souveraine, les créanciers, comme les emprunteurs, continuent de donner des coups de pied sur la route », a souligné Ulrich Volz, professeur au London School of Economics and Political Science, dans une tribune publiée récemment sur le site du Brookings Institution. D'après le Fonds monétaire international (FMI), plus de la moitié des pays africains sont en situation de surendettement ou présentent un risque élevé de surendettement. L'Afrique doit la somme colossale de 726,55 milliards de dollars, aux différents créanciers, dont près de 200 milliards à la Chine. Bien évidemment, l'endettement n'est pas forcément néfaste. Il peut en fait permettre de débloquer des fonds indispensables pour investir dans les infrastructures, la santé, l'éducation et d'autres services publics, et l'investissement dans des capacités de production, lorsqu'il est effectué avec discernement, peut engendrer une hausse du revenu qui permet de compenser le coût du service de la dette, ont expliqué Martin Mühleisen et Mark Flanagan, deux experts du FMI.



Cependant, poursuivent-ils, des problèmes se posent lorsque la dette est déjà élevée et que les ressources provenant de nouveaux emprunts ne sont pas employées à bon escient (notamment à cause de la corruption et de la faiblesse des institutions) ou lorsqu'un pays est touché par une catastrophe naturelle ou un choc économique.

Espace budgétaire

Les niveaux élevés du service de la dette publique et l'insuffisance de l'espace budgétaire et monétaire ont déjà limité les réponses à la crise de la plupart des économies à revenu faible et intermédiaire, a souligné Ulrich Volz. « Alors que les pays avancés ont pu mettre en œuvre des politiques budgétaires et monétaires extrêmement expansionnistes en réponse à la crise pandémique, peu de pays du Sud avaient

cette option », a-t-il ajouté. A en croire ce spécialiste de l'économie mondiale, la situation précaire de la dette n'a pas seulement menacé les reprises économiques, mais elle a également entravé les investissements indispensables destinés à la résilience climatique. « Les gouvernements doivent protéger leurs économies et leurs finances publiques contre le climat ou faire face à une spirale de plus en plus grave de vulnérabilité climatique et de fardeaux de la dette insoutenable », a-t-il soutenu. Face à l'augmentation alarmante de la dette des pays pauvres et l'évolution de plus en plus du paysage des créanciers qui complique la situation, le FMI appelle à une coordination internationale plus efficace en vue de restructurer ces dettes. Les conséquences seront désastreuses si la communauté internationale ne le fait pas, averti Ulrich Volz.

2e session ordinaire du conseil communal de Bohicon

Bertin Agbo Toglossou fait son baptême de feu

Bertin Agbo Toglossou, le Premier adjoint au maire (Pa) de Bohicon, a conduit, le mercredi 20 juillet dernier, pour la toute première fois, les travaux de la session du conseil communal. Un exercice fastidieux qu'il a pu affronter avec succès puisque les trois points inscrits à l'ordre du jour dont le compte administratif gestion 2021 du maire ont été votés.

L'absence du maire Rufino d'Almeida a permis à son Premier adjoint au maire de conduire, pour la toute première fois, les débats de la session du conseil communal. « L'exercice n'est pas facile. Mais tout s'est quand même bien passé », a reconnu Bertin Agbo Toglossou. Après son discours introductif qui plante le décor de la rencontre, l'ordre du jour a été adopté suivi de son exécution. Ainsi, les conseillers ont eu droit, au premier point, à l'exposé du compte administratif exercice 2021 du maire. De ce rapport, l'on retient que les recettes d'investissement ont été exécutées à hauteur de 79,81%. Le taux d'accroissement est passé à 2,93% avec un solde de 1.068.662.614 FCFA. Ce qui n'est pas du goût des conseillers minoritaires. Selon Ferdinand Bocossa, c'est inacceptable que le milliard dorme

dans les caisses de la Mairie pendant que la population souffre le martyr. Le camp adverse n'interprète pas le solde disponible de la même façon. Pour Marcellin Zohoun, membre du Bloc républicain, président de la commission des affaires domaniales et environnementales, c'est une performance qu'il faut accompagner dans la mesure où si le maire est parvenu à ce résultat en dépit de la Covid-19, il est à féliciter. A l'issue des débats très houleux, le compte administratif est passé au vote. Il a été approuvé par 17 voix pour, 07 contre et zéro abstention. Le second point de la session relatif à l'approbation du projet de mise en valeur d'un domaine de 13ha, 3a, 23ca sis à Koklofinta, dans l'arrondissement de Sodohomé, a été égale-

ment adopté après quelques échanges d'éclaircissement sur les tenants et les aboutissants du projet. A en croire, Marcellin Zohoun, c'est un projet créateur d'emplois pour les jeunes. Il permettra aussi d'améliorer le panier de la ménagère de Bohicon et du Bénin. Dans les divers, les conseillers ont pris connaissance des nouveaux cadres techniques envoyés par l'Etat qui ont récemment pris fonction. Ils leur ont prodigué de sages conseils pour un climat de travail apaisé. « Nous sommes disposés à vous apporter notre soutien pour la réussite de votre mission. Si vous ne vous retrouvez pas, n'hésitez pas à faire le rapprochement », leur a recommandé Marcellin Zohoun.

Rock Amadji (Correspondant Zou-Collines)



**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in Instagram Twitter ARESS

+ (229) 96 63 96 82

REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

leconomisteben1
journalleconomiste
leconomistbenin1@gmail.com

www.leconomistebenin.com

Sikécodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa